

Louis-Marie Barnier

« Les paradoxes de la LCR »

Autour du livre : *C'était la Ligue*

Hélène Adam et François Coustal, Syllepse/Arcane 17, Paris, 2019.

Les dossiers de la revue Contretemps, Novembre 2019

La somme consacrée au récit singulier de cette organisation politique constitue une contribution importante à l'histoire politique contemporaine par la documentation très riche qu'il fournit et par l'éclairage qu'il donne du fonctionnement des débats de direction. Sans doute, sa lecture m'a renvoyé à l'acteur que je fus : suivre cette épopée que représenta la LCR, c'est suivre son propre parcours de rencontres, de questionnements, de distances, de difficultés mais aussi d'enthousiasmes et de convictions. Le parti-pris des auteurs d'observer la LCR à partir des débats internes de la direction, éclairés par les circonstances internationales ou sociales qui provoquent ces débats, fournit un écho particulier à ces expériences vécues, tout en leur donnant un sens historique.

À la lecture du livre, c'est d'abord l'objet LCR qui fascine. On ne peut qu'être frappé par cette multitude de débats qui ont traversé la Ligue, l'ont divisée, l'ont modelée. Certaines oppositions, avec le recul de quelques décennies, apparaissent artificielles, certains débats « lunaires » tels que celui sur la « nature de l'URSS », d'autres importants quoique oubliés comme l'invasion de l'Afghanistan... Mais le livre offre aussi une riche contribution à la compréhension de la genèse d'une génération politique, et autant d'éléments de réflexions pour interroger les suites de ce courant jusque dans la période actuelle.

Interroger les références théoriques

Un des paradoxes soulevés par ce livre tient à ce qui n'est qu'évoqué, le creuset de recherche intellectuelle que représenta pendant plusieurs décennies cette organisation ou surtout les réseaux qu'elle a pu créer parmi les chercheurs et militants. Dotée dès le départ de deux revues théoriques (!), l'une *Critique communiste* à laquelle participent Jean-Marie Vincent, Denis Berger, l'autre, les *Cahiers de l'économie politique*, qui rassemble notamment Pierre Salama et Jacques Vallier (p. 145), schéma reproduit bien plus tard avec le tandem *Critique communiste* et *ContreTemps*, l'organisation semble pourtant gérer ses débats théoriques dans une autre sphère. C'est ainsi que la référence à Gramsci (p. 332) intervient... pour expliquer le départ d'Henri Weber vers le Parti socialiste. De même les élaborations sur la nature de l'État, au cœur de l'élaboration d'une nouvelle stratégie après 1981, restent marginales dans les débats de la direction, bien que traités (un peu) dans la revue *Critique communiste*. Si cette revue fournit un espace pour approfondir certaines thèses, elle n'est pas au cœur de l'élaboration dans une organisation qui se réfère pourtant à un cadre idéologique de référence important pour définir sa stratégie, maniant « une certaine orthodoxie (...) tempérée par un assez grand pragmatisme » (p. 52).

La mise à disposition réalisée actuellement [1] sous forme électronique des revues marquant cette histoire intellectuelle fournira un second matériau complétant le livre sous un angle totalement différent. Le rapport aux intellectuels serait donc un sujet à traiter en tant que tel, peut-être une illustration des effets de cette matrice communiste très prégnante : encore une hypothèse à valider dans des travaux futurs.

Des mobilisations sociales à leur expression politique

Le fil conducteur du livre peut être défini par le paradoxe décrit par les auteurs : comment une organisation qui rassemble des milliers de personnes investies dans de multiples dimensions de la société, qui a su percevoir ses mouvements profonds et s'en faire l'écho, qui a participé à la structuration du mouvement social dans une sphère polarisée par la PCF ou le PS, pour contribuer ensuite à sa relative autonomie par rapport à ces deux matrices, comment une telle insertion sociale peut-elle se traduire par une telle marginalité politique ? Les multiples rebondissements de ce débat, dès les années 1980 et l'échec de cette irruption attendue à l'occasion (enfin !) de l'arrivée de la gauche au gouvernement, puis surtout après l'irruption du mouvement social dans les années 1995-2005, montrent la diversité des chemins suivis.

L'organisation présente plusieurs fois ses propres candidats, obtenant un score dérisoire tout au long de son histoire (jusqu'en 2002...) alors que les militants contribuent fortement aux mobilisations sociales et aux élaborations qui en sont l'expression. Elle choisit parfois de soutenir des candidats unitaires, le premier fut Juquin en 1988, une expérience riche mais au score là aussi minime. Et pour exister quand même et forcer le destin de cette marginalité politique, est décidée la présentation de candidats communs avec Lutte ouvrière. Le livre montre bien la confusion résultant de ces tentatives de concilier la construction politique du mouvement social et la présence dans le champ politique de la LCR à la recherche de sa reconnaissance : si, aux yeux des auteurs, les deux dimensions sont identiques, l'écart entre les scores obtenus et l'influence sociale ne le démontre pas du tout.

La remontée du mouvement social à partir de 1989 (mouvement « Ça suffa comme si », coordinations étudiante, infirmières, Air France et Snecma...), puis la mobilisation de 1995 ne se traduit pas par une expansion de la LCR alors qu'elle y a une place importante : c'est au contraire en 1995 que se situe le point le plus bas des effectifs de l'organisation... Et quand la LCR gagne en force à partir de 2002, exprimant la radicalisation de cette période, elle capte une nouvelle génération militante et non ces militants syndicaux ou associatifs aguerris à qui elle s'adressait pour la politisation des luttes qui formaient le cœur de son intervention et fourniront l'ossature des collectifs unitaires de 2005-2007. À ce titre, le refus de la LCR, bien que participant (dans ses multiples composantes et avec des projets différents) aux collectifs antilibéraux en 2005-2007, d'une candidature commune aux présidentielles de 2007 démontre la contradiction jamais explicitée portée par l'idée d'une LCR expression politique du mouvement social.

Une organisation en tension entre identité et ouverture

Deux courants peuvent être repérés dans cette longue histoire, l'un que l'on pourrait nommer « *identitaire* », l'autre axé sur les recompositions politiques nécessaires. Le premier, visible dès l'origine dans l'adhésion de la JCR à la Quatrième internationale, conduit à un rapprochement avec le PCI, avec même l'hypothèse d'une fusion, ou bien à des candidatures communes avec LO qui reviennent de façon récurrente. La tendance Révolution qui défend l'idée d'un « *petit parti d'action* » regroupe en 1985 21 % des suffrages (p. 387). L'autre,

s'inscrivant dans cette idée d'un dépassement de la LCR défendu par les deux auteurs, pendant leur investissement dans cette histoire puis dans le livre lui-même, veut au contraire, en lien avec la pratique de masse de la LCR, participer à « *la construction d'une alternative anticapitaliste* » (p. 386). Cette tension entre deux options stratégiques marque la suite de l'histoire.

« *Penser son dépassement* », comme le résumait les deux auteurs, paraît souvent comme une perspective marginalisée dans cette histoire. Même si le débat est lancé dès 1984 avec le « *Groupe de travail* » qui « *s'éloigne définitivement des ornières du "mouvement trotskyste"* » (p. 364), l'affirmation de l'organisation et de son identité reste une constante, et le point d'aboutissement apparaît avec le refus déjà évoqué de la direction de la LCR de s'engager au moment crucial pour une candidature unitaire en 2007... Le mirage du score d'Olivier Besancenot obtenue en 2002 a pu faire croire que la LCR pouvait tenir seule les rênes de la recomposition politique.

Cette identité organisationnelle forte, si bien mise en valeur par ce livre, n'était-elle pas incompatible avec le projet d'une recomposition politique respectant les différents courants susceptibles d'y participer ? Et par conséquent l'éclatement actuel des courants issus de la LCR n'est-il pas l'expression de cette tension longtemps contenue, tant que justement la possibilité d'une recomposition politique n'était pas envisageable ? L'analyse de ces paradoxes et contradictions n'est pas approfondie dans ce livre, et c'est sans doute une des sources du sentiment de manque quand on le referme. Nul doute que le matériau fourni permettra d'engager le débat.

[1] Voir le site : <http://www.association-radar.org/>